

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT  
N° 000/AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2026 DU 11 AOÛT 2026  
POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DES EQUIPEMENTS DE VIDEO SURVEILLANCE DANS LES  
SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

FINANCEMENT : BIP CONSUPE

EXERCICES : 2026

IMPUTATION : 60 11 142 1 22000001 524116

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des mesures de sécurité au sein de ses Services, le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert, pour l'acquisition et l'installation des équipements de vidéo surveillance.

2. Consistance des prestations

Ce projet doit permettre d'avoir les bâtiments du CONSUPE équipés d'un système de vidéo surveillance à jour. Les prestations objet du présent Appel d'Offres comprennent :

- le renforcement des caméras actuelles ;
- le remplacement des enregistreurs ;
- l'acquisition des autres équipements de nouvelle génération.

Le détail de ces tâches est décliné au Cahier des Spécifications Techniques (CST) ci-dessous.

3. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de soixante (60) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

Elles seront exécutées dans les différents sites abritant les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, sis respectivement au lieu-dit Centre Administratif et en face du DJEUGA Hôtel de Yaoundé.

4. Allotissement

Les prestations à exécuter constituent un (01) lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables, est évalué à : Soixante-quinze millions (75 000 000) FCFA.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à l'égalité de conditions à toutes les sociétés et entreprises de télécommunication et vidéosurveillance régulièrement installées au Cameroun.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), exercice 2026, imputation 60 11 142 1 22000001 524116

8. Mode de Soumission

Le mode de soumission retenu pour le présent Appel d'Offres est en ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un Etablissement Financier agréé par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de *de sept cent cinquante mille (750 000) FCFA* valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Le cautionnement est constitué du titre émis par les établissements financiers agréés (timbré au tant en vigueur et revêtu de la mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur), et du récépissé de consignation délivré par la CDEC, auprès de laquelle il est consigné en numéraires à 100%.



Le Dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté dans les Services du Contrôle Supérieur de l'État/Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 220 198, et la version électronique sur les plateformes COLEPS et PRIEDSOFT aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

#### 11. Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier peut être obtenu dans les Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/ Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », sis au Centre administratif de Yaoundé, Téléphone : 222 220 198, dès Publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de quatre-vingt mille (80 000) F CFA, payable au Trésor public contre reçu dûment établi.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur le site de l'Organisme en charge de la régulation des marchés publics ou sur la plateforme Cameroon On-Line E-Procurement System, en abrégé « COLEPS ».

#### 12. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MB pour l'Offre Administrative;
- 15 MB pour l'Offre Technique;
- 05 MB pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

#### 13. Remise des Offres

Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière.

Une copie de sauvegarde desdites offres, placée sous pli scellé, comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" est déposée auprès des Services du Maître d'Ouvrage dans les délais impartis pour la remise des offres.

Les originaux de la copie de la Caution de soumission et de la quittance d'achat du DAO, ainsi qu'un document attestant du dépôt des offres sur l'application COLEPS, sont joints au pli scellé contenant la copie de sauvegarde des offres et déposés auprès des Services du Maître d'Ouvrage.

09 SEPT 2026

Toutes les offres doivent être déposées au plus tard le ....., à 14 heures précises (heure locale).

L'enveloppe contenant les copies de sauvegarde devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

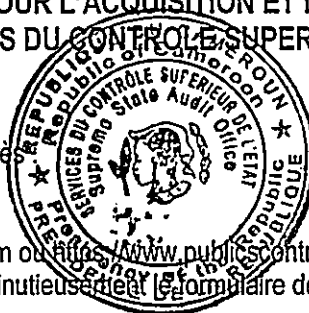
N°009/AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2026 DU 11 AOUT 2026, POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DES EQUIPEMENTS DE VIDEO SURVEILLANCE DANS LES SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT

#### 14. Procédure de soumission en ligne

Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les quatre étapes ci-après :

Étape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm> ;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;
- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;
- Faire signer le formulaire de demande par le Chef de Structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
  - i) Photocopie d'une Attestation de Non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;
  - ii) Photocopie du Registre de Commerce ;



- iii) Photocopie de la Domiciliation Bancaire ;
- iv) Photocopie de l'Attestation de Conformité Fiscale (datant de moins de 3 mois).

#### Étape 2 : Acquisition du Certificat Électronique

- Retirer le formulaire de Demande de Certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <http://www.camgovca.cm> dans la rubrique « Demande de Certificats (Entreprise) » ;
- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
  - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de Certificat Électronique d'un montant de 50.000 FCFA à verser dans le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 10002 00031 12493593150 94;
  - ii) Une Photocopie de la CNI du demandeur du certificat.
- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de demande de Certificat ;
- Se connecter à l'adresse <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificats.html> et télécharger dans un support amovible (vierge) le Certificat Électronique à partir des informations (Numéro de référence et Code d'autorisation) contenues dans le récépissé (Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

#### Étape 3 : Enregistrement du Certificat Électronique dans COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontratcs.cm>;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires », puis la rubrique « Enregistrement nouveau / Certificat supplémentaire » ;
- identifier l'entreprise à partir du numéro de Registre de Commerce, puis ajouter le Certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

#### Étape 4 : Soumission en ligne

- Se connecter à la plateforme avec son certificat ;
- identifier l'appel d'offre qui vous intéresse et cliquer sur le numéro de cet avis d'appel d'offre pour afficher les détails ; - cliquer ensuite sur le bouton soumissionner et renseigner le formulaire qui apparaît en chargeant vos offres (administrative, technique et financière) aux emplacements correspondants. Bien vouloir respecter la taille des fichiers (5 Mo pour l'offre administrative, 15 Mo pour l'offre technique et 5 Mo pour l'offre financière). Des logiciels de compressions peuvent être utilisés ;
- cliquer sur le bouton envoyer pour terminer la procédure.

Pour toute assistance technique, bien vouloir contacter les services compétents du MINMAP aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669, ou écrire à l'adresse email [dsi@minmap.cm](mailto:dsi@minmap.cm).

**NB** : la validité du certificat est d'un (01) an.

### 15. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du Dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, ou l'Autorité administrative compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute Offre incomplète, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un Etablissement Financier agréé par le Ministère chargé des Finances.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

### 16. Ouverture des Offres

L'ouverture des offres se fera en un (1) temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le ..... à partir de 15 heures précises, heure locale, et sera effectuée par la Commission Interne de Passation des Marchés du CONSUE, à la porte 101 du bâtiment « C » des locaux abritant cette Institution.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

### 17. Critères d'évaluation

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les Offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres. Ces conditions sont notamment relatives à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'Offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des candidats :



09 SEPT 2026

67

### 17.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

| N° | Critères éliminatoires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Absence ou non-conformité de la version physique du cautionnement de soumission de sept cent cinquante mille (750 000) F CFA, timbrée et accompagnée du récépissé émis par la CDEC à l'ouverture des plis.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 2  | Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 3  | Non-respect du profil du Chef de Mission<br><b>Un Chef de projet : Ingénieur Système et Réseau Informatique : Il doit posséder au moins un diplôme BAC+5 en Informatique, ou autre domaine équivalent. Il doit, entre autres :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>justifier d'au moins dix (10) ans d'expériences en matière de gestion des projets IT ;</li> <li>avoir au moins deux références justifiées dans les projets de configuration réseaux ;</li> <li>avoir une certification HIK Vision</li> <li>avoir au moins deux références justifiées dans la mise en place des réseaux de vidéosurveillance</li> <li>avoir des connaissances en fibre optique</li> </ul> |
| 4  | Note technique inférieure à 70/100 (70%)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 5  | Absence du rapport de visite des sites des prestations, daté, signé sur l'honneur et cachette                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 6  | Non-respect des spécifications techniques des équipements essentiels (camera, enregistreurs, accumulateur d'énergie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 7  | Absence des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CST paraphés sur chaque page et la dernière page cachetée, datée et signée)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 8  | Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 9  | Absence d'un élément de l'offre financière                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 10 | Fausse déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 11 | Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de l'application COLEP8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 12 | Absence de la charte d'intégrité datée, signée et cachetée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 13 | Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée, signée et cachetée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 14 | Absence de la Capacité Financière d'un montant minimum de 23 000 000 F CFA                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### 17.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations objet de l'Appel d'Offres.

Il s'agit de :

| N° | CRITERE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | NOTE (en points) |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 1  | le chiffre d'affaires cumulé des trois dernières années supérieur ou égal à cent millions (100 000 000) de Francs CFA accompagné des pièces justificatives (Compte de résultats ou Déclaration Statistique et Fiscale)                                                                                                         | /5               |
| 2  | Les références du soumissionnaire ou la preuve de l'exécution par celui-ci d'au moins de quatre (04) contrats portant sur des prestations similaires au cours des trois dernières années (copies des première et dernière pages du contrat à savoir Marché ou Lettre-Commande, copie du Procès-verbal de réception provisoire) | /20              |
| 3  | la compréhension du Cahier des Spécifications Techniques                                                                                                                                                                                                                                                                       | /5               |
| 4  | la méthodologie et planning d'exécution de la mission                                                                                                                                                                                                                                                                          | /20              |
| 5  | l'expérience et qualification du personnel clé affecté à la mission                                                                                                                                                                                                                                                            | /30              |
| 6  | les preuves d'acceptation des conditions de l'Appel d'Offres (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphés à chaque page, datés, signés et cachetés à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et approuvé »)                                     | /5               |
| 7  | l'autorisation ou agrément du fabricant ou de son Représentant à fournir les équipements proposés                                                                                                                                                                                                                              | /5               |
| 8  | le service après-vente                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | /5               |
| 9  | présentation générale de l'offre (sommaire, présence d'intercalaires de couleur, respect de l'ordre du DAO)                                                                                                                                                                                                                    | /5               |

Seules les Offres techniques conformes à tous les quatorze (14) critères éliminatoires et ayant satisfait à au moins 70% de critères essentiels, seront classées techniquement « conformes » et soumises à l'analyse financière.

18. Attribution du Marché

Le Marché sera attribué au soumissionnaire justifiant des capacités techniques et financières requises et dont l'offre sera jugée la moins disante.

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt -dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

20. Renseignements complémentaires

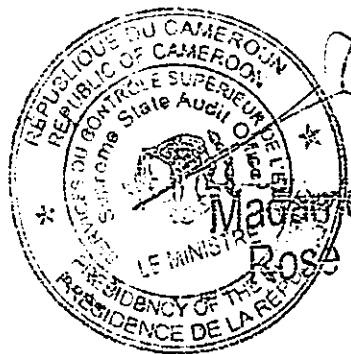
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès des Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir contacter la Cellule de lutte contre la corruption du CONSUPE au numéro : 222 23 41 88, ou appeler le numéro vert MINMAP : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou celui de la CONAC : (+237) 222 203 730/658 262 682.

Yaoundé, le 11 AOUT 2026

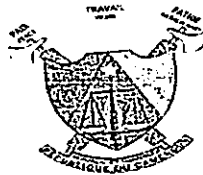
LE MINISTRE DELEGUE A LA  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE  
DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT  
- MAITRE D'OUVRAGE -



MBAH ACHA  
ROS FOMUNDAM

Ampliations :

- MINMAP (ATI) ;
- A.R.M.P. (Pour publication et exploitation) ;
- Président C.P.M./CONSUPE (ATI) ;
- Affichage (ATI) ;
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (Pour archivage) ;
- Chrono / Archives.



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER  
NO. 003/YAONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2026 OF .....  
FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF CCTV EQUIPMENT AT THE  
SUPREME STATE AUDIT OFFICE

FUNDING: CONSUPE PIB  
FISCAL YEARS: 2026  
BUDGETARY CHARGE: 60 11 142 1 22000001 524116

1. Purpose of the Invitation to Tender

1. Purpose of the Invitation to Tender  
In order to improve on security within the Institution, the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of the Supreme State Audit Office hereby launches an Open National Invitation to Tender for the acquisition and installation of CCTV equipment.

## 2. Scope of Works

2. Scope of Works  
This project will equip the CONSUPE buildings with an up-to-date CCTV system. The services under this Invitation to Tender shall include:

- Tender shall include:
- Reinforcement of the existing cameras;
  - Replacement of the recorders;
  - Acquisition of other new generation equipment;
- Details of these tasks are specified in the Supply Description (SD) below.

- Acquisition of other new generation equipment;

Details of these tasks are specified in the Supply Description (SD) below.

3. Execution Deadline

3. Execution Deadline  
The maximum delivery timeframe for the execution of the services provided for by this Invitation to Tender shall be sixty (60) days, from the date of notification of the service order to start works.  
The services shall be executed at the different premises of the Supreme State Audit Office, located respectively at the Administrative Centre and opposite DJEUGA PALACE Hotel in Yaounde.

#### 4. Division into Lots

4. Division into Lots  
The services shall be executed in one (1) single lot.

5. Estimated Cost

5. Estimated Cost  
After preliminary studies, the services are estimated to cost about Seventy-five million (75,000,000) CFA F.

## 6. Participation and Origin

6. Participation and Origin  
Participation in this Invitation to Tender is opened on equal terms to all companies and enterprises in the field of Telecommunications and CCTV regularly established in Cameroon.

## 7. Funding

7. Funding  
The works considered under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Supreme State Audit Office (CONSUPE) for the financial year 2026, under budgetary charge 60 11 142 1 22000001 524116.

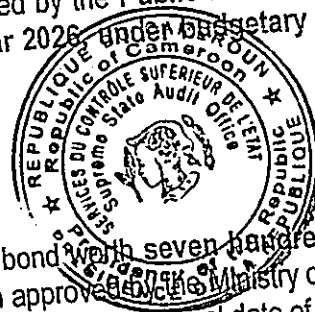
8. Submission Method

8. Submission Method  
Bids for this contract shall be submitted on-line.

9. Provisional Bid Bond

9. Provisional Bid Bond  
Each tenderer must attach to their administrative documents a bid bond worth seven hundred and fifty thousand (750,000) CFA F issued by a first-rate bank or a Financial Institution approved by the Ministry of Finance and listed in Document 12 of the Tender File. It shall be valid for thirty (30) days beyond the original date of the bids.

The Bid Bond consists of a certificate issued by an approved financial institution (stamped at the current rate and bearing the handwritten signature of the issuing financial institution) and a receipt issued by the CDEC, with 100% of the deposit in cash.



4

**10. Consultation of Tender File**

The Tender File may be consulted at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Room 116 Block C, Telephone: 222 220 198, and the electronic version on the COLEPS and PRIDSOFT platforms at the websites <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this Notice.

## 11. Acquisition of Tender File

The File is obtainable at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Public Procurement Service, Room 116, Block "C", located at the Yaounde Administrative Centre, Telephone: 222 220 198, upon publication of this notice and against payment of a non-refundable sum of eighty thousand (80,000) CFA F. This amount shall be paid into the Treasury and duly receipted.

**This Tender File can also be downloaded free of charge from the website of the Public Contracts Regulatory Agency, or on the Cameroon On-Line E-Procurement System (COLEPS) platform.**

## 12. File Size and Format

For online submissions, the maximum document sizes through the platform should be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF formats for text documents;
- JPEG for images.

**Bidders must use compression software to reduce the size of their files.**

### **13. Submission of Tenders**

Tenders, attached with the requisite documents, shall be compiled electronically and classified in administrative, technical and financial order.

A back-up copy of the bids, sealed in an envelope and clearly labelled: "backup Copy", shall be deposited at the Office of the Project Owner within the time limit set for the submission of bids.

The originals of the bid bond copy and the receipt for the purchase of the Tender Dossier, along with a document confirming the submission of bids via the COLEPS application, are enclosed with the sealed package containing the backup copy of the bids and submitted to the Contracting Authority's offices.

All bids (physical or electronic) must be submitted no later than 09 SEPT 2026....., at 1pm prompt (local time).

The envelope containing the back-up copies must be marked:

**“OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER  
N°009/AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2019  
FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF CCTV EQUIPMENT AT THE SUPREME STATE AUDIT  
OFFICE”**



#### 14. Online Bidding Procedure

Online bids shall follow the four steps described below:

### Step 1: Registration of the Company on the COLEPS platform

- Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontrats.cm>;
- Go to the "Tenderer Registration" tab and carefully fill in the application form;
- Print the completed application form generated by the system;
- Submit the application form for signature by the Head of the Organization and stamp with the company's seal;
- Submit the duly completed and formalised form to MINMAP, along with the following documents:
  - i) Photocopy of an attestation of Non-Bankruptcy, less than 3 months old;
  - ii) Photocopy of Trade Register;
  - iii) Photocopy of Bank Domiciliation;

iv) Photocopy of Tax Compliance Certificate, less than 3 months old.

**Step 2: Acquisition of the Electronic Certificate**

- Collect the Certificate Application form available at MINMAP or download it from the ANTIC website at <http://www.camgovca.cm> under the heading "Certificate Application (Company)";
- Complete the form and submit to MINMAP, along with the following documents:
  - i) Receipt of payment of the Electronic Certificate acquisition fees worth 50,000 CFA F, to be deposited into ANTIC's account at SCB Cameroon under number 10002 00031 12493593150 94;
  - ii) Photocopy of the NIC of the certificate applicant.
- Register with the MINMAP operator and collect the certificate application receipt;
- Log on to the address <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certcats.html> and download the Electronic Certificate onto a removable medium (blank), using the information (reference number and authorization code) contained in the receipt (remember to keep the password for connections to COLEPS).

**Step 3: Registration of the Electronic Certificate in COLEPS**

- Log onto COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontrats.cm>;
- Go to the "Tenderer registration" tab, then "New registration / Additional certificate" section;
- Identify the company using the Trade Register number, then add the Certificate after filling in the form carefully.

**Step 4: Online Bid Request**

- Connect to the platform using your certificate;
  - Identify the Invitation to Tender that interests you and click on the number of this invitation to tender to display the details; - Then click on the submit button and fill in the form that appears, uploading your offers (administrative, technical and financial) in the corresponding fields. Please respect the file size (5 Mb for the administrative offer, 15 Mb for the technical offer and 5 Mb for the financial offer). Compression software may be used.
- Click on the send button to complete the procedure.

For technical assistance, please contact the MINMAP competent services at the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669, or write to the email address [dsi@minmap.cm](mailto:dsi@minmap.cm).

**NB:** The certificate is valid for one (1) year.

**15. Admissibility of Bids**

Under pain of rejection, all requisite administrative documents shall be produced in their original or true copies certified by the issuing service or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. The documents shall be dated at most three (3) months or must have been established after the date of publication of this Invitation to Tender.

Any bid that does not comply with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

**16. Opening of Bids**

Bids shall be opened at the same time in a single session.

The opening of the administrative documents and the technical and financial bids shall take place on **10.9 SEPT 2026**, at 2 p.m. prompt, local time, and shall be carried out within the CONSOPPE's Internal Tenders' Board, Room 101, Block "C" of this Institution.

Only bidders or their duly mandated representatives may be allowed to attend the opening session.

**17. Evaluation Criteria**

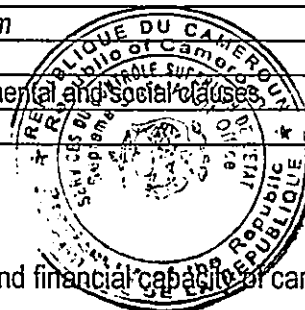
These criteria shall be applied to identify and reject incomplete offers or those that do not basically comply with the requirements stated in the Tender File. These conditions relate to the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical offer to the technical specifications of the Tender File, as well as the eligibility of bidders.

**a. Eliminatory Criteria**

The eliminatory criteria determine the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They are not to be attributed a score. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the bid.



| N° | Critères éliminatoires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Absence or non-compliance of the hard copie of the bid bond of seven hundred and fifty thousand, at the opening of bids                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 2  | Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 3  | Non-compliance with the head of mission role :<br><b>A Project Manager: Systems and Network Engineer</b> : at least a Masters in Computer Science or an equivalent field. Among other requirements, the candidate must: <ul style="list-style-type: none"> <li>demonstrate at least ten (10) years of experience in IT project management ;</li> <li>have at least two verifiable references in network configuration projects ;</li> <li>hold a Hikvision certification ;</li> <li>have at least two verifiable references in the implementation of video surveillance networks ;</li> <li>have knowledge of fiber optics</li> </ul> |
| 4  | Technical note below 70/100 (70%)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 5  | Lack of a site visit report for the services, dated, signed under oath, and stamped                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 6  | Failure to comply with the technical specifications for essential equipment (camera, recorders, power storage unit)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 7  | Absence of proof of acceptance of the contract terms (CCAP and CST initialed on every page, with the last page stamped, dated, and signed)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 8  | Absence of a quantified unit price in the financial offer                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 9  | Absence of a component of the financial proposal                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 10 | <i>False declaration, fraudulent schemes or a forged document</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 11 | <i>Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 12 | <i>Absence of the dated and signed integrity charter</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 13 | <i>Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 14 | Lack of financial capacity in the minimum amount of 23,000,000 CFA francs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |



**b. Essential Criteria**

These essential criteria are those that are basic or key to judging the technical and financial capacity of candidates to carry out the work covered by the Invitation to Tender.

These include:

| N° | CRITERE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | NOTE (en points) |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 1  | le chiffre d'affaires cumulé des trois dernières années supérieur ou égal à cent millions (100 000 000) de Francs CFA accompagné des pièces justificatives (Compte de résultats ou Déclaration Statistique et Fiscale)                                                                                                         | /5               |
| 2  | Les références du soumissionnaire ou la preuve de l'exécution par celui-ci d'au moins de quatre (04) contrats portant sur des prestations similaires au cours des trois dernières années (copies des première et dernière pages du contrat à savoir Marché ou Lettre-Commande, copie du Procès-verbal de réception provisoire) | /20              |
| 3  | la compréhension du Cahier des Spécifications Techniques                                                                                                                                                                                                                                                                       | /5               |
| 4  | la méthodologie et planning d'exécution de la mission                                                                                                                                                                                                                                                                          | /20              |
| 5  | l'expérience et qualification du personnel clé affecté à la mission                                                                                                                                                                                                                                                            | /30              |
| 6  | les preuves d'acceptation des conditions de l'Appel d'Offres (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphés à chaque page, datés, signés et cachetés à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et approuvé »)                                     | /5               |
| 7  | l'autorisation ou agrément du fabricant ou de son Représentant à fournir les équipements proposés                                                                                                                                                                                                                              | /5               |
| 8  | le service après-vente                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | /5               |
| 9  | présentation générale de l'offre (sommaire, présence d'intercalaires de couleur, respect de l'ordre du DAO)                                                                                                                                                                                                                    | /5               |

*Only technical offers of bidders who comply with all the fourteen (14) eliminator criteria and at least 70% of qualification criteria shall be declared technically "compliant" and selected for financial evaluation.*

**18. Award of the Jobbing Order**

The Contract will be awarded to the tenderer with proof of the required technical and financial capabilities and whose bid will be deemed to be the lowest.

19. Duration of Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

20. Further Information

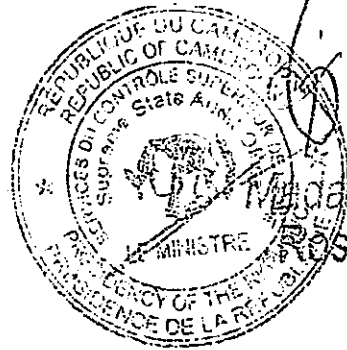
Further information can be obtained during working hours at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Room 116 Block C, Telephone: 222 22 01 98.

21. Fight Against Corruption and Mal practices

For any attempt at corruption or other malpractice, please contact the CONSUPE department against corruption on: 222 23 41 88, MINMAP toll free number: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or CONAC: (+237) 222 203 730/658 262 682.

Yaounde, on 17 JUL 2028,

THE MINISTER DELEGATE AT  
THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC IN CHARGE OF  
THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE  
- PROJECT OWNER -



Mme MBAH ACHA  
Rose FOMUNDAM

Copies to:

- MINMAP (ATI);
- A.R.M.P. (For publication and use);
- The Tenders' Board Chair/CONSUPE (ATI);
- Display (ATI);
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (For archiving);
- Chrono / Archives.